



La terre noire d'Ukraine et la réalité cachée d'un pays en ruines

Dotée de terres noires parmi les plus fertiles du monde et de vastes ressources minières, l'Ukraine est devenue depuis 2014 un champ de bataille géopolitique, pillée par les intérêts étrangers et ravagée par la guerre.

Wolfgang Bittner

ven. 03 oct. 2025

L'Ukraine, en guerre avec la Russie depuis 2022, est connue pour son sol noir fertile (russe : tchernoziom), un humus riche en nutriments pouvant atteindre trois mètres de profondeur et offrant de hauts rendements agricoles. Cette zone couvre 56 % du territoire national[1], principalement à l'est et au sud. Cela représente plus de 32 millions d'hectares de terres agricoles, soit environ un tiers de la surface agricole totale de l'Union européenne et 30 % des réserves mondiales de terre noire[2].

L'Ukraine est le deuxième plus grand pays d'Europe après la Russie. Ses vastes ressources minières – charbon, minéral de fer, lithium, graphite, manganèse, potassium, lignite, pétrole et gaz naturel – ont récemment fait l'objet de discussions. Mais on sait moins qu'elle approvisionne le marché mondial avec un large excédent de produits agricoles grâce à la fertilité de ses sols et qu'avant la guerre elle était le troisième exportateur mondial de maïs et le cinquième exportateur de blé[3]. Elle occupait également une place importante sur le marché mondial de l'orge, de l'huile de tournesol, du colza et de la betterave sucrière.

Culture et exportation de céréales

Sur les quelque 60 millions de tonnes de céréales produites chaque année (principalement du maïs, du blé et de l'orge), plus de 50 % étaient exportées. Cela faisait de l'Ukraine, il y a encore quelques années, le septième producteur mondial de céréales[4]. En 2019, le pays a réalisé une récolte record d'environ 75 millions de tonnes. En 2020, la production céréalière s'est élevée à environ 64,3 millions de tonnes (à titre de comparaison, l'Allemagne a produit environ 43,2 millions de tonnes)[5]. Cependant, après 2022, les conditions de culture et de distribution se sont détériorées, et la situation, après plus de trois ans de guerre, reste incertaine.

Depuis le coup d'État du Maïdan en 2014, l'Ukraine a bénéficié d'un soutien financier et militaire massif de la part de l'Occident dans sa guerre contre la Russie. Les exportations de céréales vers l'UE ont été temporairement subventionnées dans ce cadre, mais cela a provoqué des distorsions de concurrence et de vives protestations, notamment de la part des agriculteurs polonais[6], ce qui a conduit à l'abandon de ces subventions.

Après le début de la guerre en février 2022, la Russie a bloqué les exportations maritimes de l'Ukraine via Odessa, Tchornomorsk et Youjne (Pivdenne), ainsi que d'autres ports, provoquant l'arrêt des exportations de céréales. Cela a entraîné des pénuries alimentaires dans les pays dits en développement. Toutefois, à l'initiative de la Turquie et des Nations unies, un Accord sur les céréales de la mer Noire – également appelé « Initiative sur les céréales de la mer Noire » – a été conclu en juillet 2022, un accord entre la Russie et l'Ukraine avec la Turquie et l'ONU garantissant des routes maritimes sécurisées[7].

Cependant, en juillet 2023, la Russie a refusé de prolonger l'accord céréalier, estimant que les engagements pris n'avaient pas été respectés. Dans un mémorandum d'entente, l'ONU s'était engagée à œuvrer pour permettre l'exportation sans entraves des denrées alimentaires et engrais russes vers les marchés mondiaux. La Russie avait également exigé que sa banque agricole soit reconnectée au système international de paiement SWIFT. Cela n'a pas eu lieu, et l'accord a expiré. L'Ukraine a néanmoins continué à exporter via la mer Noire, mais sans garanties de sécurité.

À qui appartient la terre noire ?

Après l'arrivée au pouvoir du gouvernement pro-occidental à Kiev, l'Occident a discrètement commencé à exercer son influence sur l'économie ukrainienne. Dès 2014, de nombreux postes de direction et de conseil d'administration furent attribués à des membres de la caste politique américaine[9]. La privatisation des institutions publiques et la bataille pour la terre noire commencèrent alors. L'Accord d'association avec l'Union européenne, rejeté par l'ancien président Ianoukovitch mais signé par Petro Porochenko, et pour lequel le Fonds monétaire international (FMI) avait accordé à l'époque 17 millions de dollars, était assorti de conditions servant les intérêts des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'UE.

Sous la pression de l'Occident, la Verkhovna Rada, le Parlement ukrainien, assouplit l'interdiction de vendre des terres dans le but d'une « libéralisation du marché », ouvrant ainsi l'accès aux grandes firmes agricoles occidentales. Dans une question adressée le 13 novembre 2014 par le groupe Patriots for Europe (PFE) au Parlement européen, sous le titre « *Les terres agricoles ukrainiennes de plus en plus sous propriété américaine* », on peut lire : « Selon plusieurs rapports inquiétants, des entreprises agroalimentaires et d'investissement, notamment américaines et saoudiennes, achètent de vastes étendues de terres agricoles en Ukraine. Cargill, ADM, Blackrock, Oaktree Capital Management et Bunge Limited auraient pris le contrôle d'une large part des terres agricoles ukrainiennes »[10].

L'économiste Frédéric Mousseau, directeur de l'Oakland Institute en Californie, écrivait en 2015 : « Après l'arrivée au pouvoir du gouvernement pro-occidental, le FMI a mis en place un programme de réformes destiné à favoriser l'investissement privé dans le pays comme condition préalable aux prêts. Ce paquet de mesures incluait également la réforme des services publics d'eau et d'électricité, ainsi que l'élimination de ce que la Banque mondiale a qualifié de “causes structurelles” de la crise économique actuelle de l'Ukraine : les coûts élevés pour les entreprises. Le secteur agricole ukrainien constitue l'une des principales cibles de l'investissement privé étranger et est donc considéré par le FMI et la Banque mondiale comme nécessitant une réforme prioritaire. Les deux institutions saluent la volonté du nouveau gouvernement de suivre leurs recommandations »[11].

La « réforme agricole » lancée en 2014 a ouvert la voie à « un accès facilité aux terres agricoles, une moindre réglementation et des contrôles réduits dans le secteur agroalimentaire, ainsi qu'à une baisse des taxes et tarifs pour les entreprises », selon Mousseau. Ses conclusions corroborent la question soumise à la Commission européenne le 13 novembre 2014 : « Selon plusieurs rapports inquiétants, des entreprises agroalimentaires et d'investissement, notamment américaines et saoudiennes, achètent de vastes étendues de terres agricoles ukrainiennes. Cargill, ADM, Blackrock, Oaktree Capital Management et Bunge Limited auraient pris le contrôle de larges parties des terres agricoles ukrainiennes. »

Mousseau a déclaré : « L'effort consenti dans le secteur agricole ukrainien, avec ses vastes terres noires, pourrait difficilement être plus important. » Et il a précisé : « Les manœuvres pour le contrôle du secteur agricole constituent un facteur décisif dans le plus grand conflit Est-Ouest depuis la guerre froide. [...] Des sociétés agroalimentaires telles que Monsanto, Cargill et DuPont sont présentes en Ukraine depuis un certain temps et ont considérablement accru leurs investissements ces dernières années. [...] Bien que l'Ukraine n'autorise pas la production de semences génétiquement modifiées, l'article 404 de l'accord d'association entre l'Ukraine et l'UE — qui a déclenché le conflit ayant conduit à la destitution de Ianoukovitch — contient une clause selon laquelle les deux parties s'engagent à “étendre l'application de la biotechnologie dans le pays”. » – une « porte d'entrée que recherchent les grandes entreprises agricoles et semencières comme Monsanto pour introduire leurs produits génétiquement modifiés sur le marché européen. »[12]

La guerre en Ukraine et la crise des réfugiés ont éclipsé et relégué au second plan presque toutes ces informations. Depuis le changement de régime en 2014, un pays entier a été progressivement pris en main par des puissances étrangères, avec des conséquences considérables pour l'Europe, mais cela est resté en grande partie caché au public. Il en va de même pour le fait que la guerre aurait pu être évitée, comme l'a reconnu Donald Trump. « Ce n'est pas ma guerre », a-t-il déclaré le 19 mai 2025. « Nous nous sommes engagés dans quelque chose dans lequel nous n'aurions jamais dû être entraînés. »[13]

La réalité cachée de l'Ukraine

Quelques mois seulement après le coup d'État du Maïdan, l'Ukraine était déjà en faillite et dépendante des plans de sauvetage du FMI et de l'UE. Selon les recherches des journalistes Friedhelm Klinkhammer et Volker Bräutigam (anciens employés de la Norddeutscher Rundfunk), vers la mi-2018 environ huit millions d'Ukrainiens avaient quitté leur pays pour fuir la pauvreté et le chômage. À cette époque, le pays devait déjà 13 milliards d'euros à l'UE et 11 milliards de dollars supplémentaires au Fonds monétaire international. « Ce fardeau ne serait supportable que s'il était compensé par un produit national brut adéquat », écrivaient les auteurs en 2018. Leur prévision d'alors : « Il est cependant totalement incertain de savoir comment le régime Porochenko entend lever les premiers remboursements exigibles l'année suivante et honorer ses obligations. [...] L'UE et le FMI font pression sur le gouvernement ukrainien pour qu'il lève enfin les restrictions sur la vente de terres agricoles [les précieuses "terres noires"], qui intéressent vivement les investisseurs internationaux du secteur agricole. De plus, l'interdiction d'exporter du bois rond doit être supprimée prochainement. Les forêts ukrainiennes pourraient bientôt disparaître. »[14]

Depuis 2014, le pays en guerre a connu une véritable paupérisation, miné par les scandales, la corruption et la criminalité. Mais il n'existe pratiquement aucun reportage sur la destruction partielle des terres noires et sur la situation précaire de la population ukrainienne. Le public n'a appris que de façon marginale l'existence d'une série de morts mystérieuses concernant des figures de l'opposition ukrainienne ainsi que d'anciens hauts fonctionnaires et responsables politiques. Parmi eux figuraient l'ancien directeur du Fonds foncier de l'État, Mikhaïl Chechetov, l'ancien gouverneur de Zaporijjia, Alexandre Peklouchenko, l'ancien président du conseil régional de Kharkiv, Nikolaï Serguïenko, et l'ancien maire de Melitopol, Sergueï Walter. Bien qu'aucun mot d'adieu n'ait été retrouvé et que les circonstances laissaient penser à des assassinats, la version officielle dans chaque cas fut celle du « suicide ».

La réalité de l'Ukraine en 2022/23 — que les médias occidentaux n'ont pas rapportée — a été documentée dans un reportage jugé crédible de la télévision russe, dont le journaliste et spécialiste de la Russie Thomas Röper a traduit les passages suivants : « L'Ukraine s'est transformée en une terre de non-droit, chaque district étant contrôlé par son propre chef de guerre. Odessa est passée aux mains de Maxim Marchenko, ancien commandant du bataillon nationaliste Aïdar, nommé gouverneur. Il a immédiatement fait miner la plage de Langeron. Les civils sont utilisés comme boucliers humains. À Marioupol, les soldats de l'armée ukrainienne ont installé leur artillerie derrière une école maternelle. À Kharkiv, ils se tiennent avec des mitrailleuses sur les balcons des immeubles. De quels couloirs humanitaires parle-t-on ? Les habitants de Marioupol ont tenté de quitter la ville, mais ils ont été interceptés dans des voitures criblées de balles et pris en embuscade par le bataillon nationaliste Azov. L'ordre était de ne laisser sortir personne et de causer un maximum de destructions [...] Les autorités ont aboli l'obligation de visa pour les mercenaires étrangers, libéré des prisonniers et distribué des armes à quiconque en voulait [...] Elles ont même inventé leur propre châtiment pour les dissidents : la flagellation, en attachant les victimes à un arbre avec du ruban adhésif. »[16]

Des images venaient corroborer chacune de ces affirmations. La conclusion en était : « L'Ukraine est un pion jetable pour les États-Unis et l'Europe ; sa mission historique est de nuire à la Russie. C'est tout. » Le reportage montrait un pays plongé dans le chaos, dirigé par des bandes criminelles comme les troupes Azov et Aïdar, qui installaient leurs positions près des écoles maternelles ou dans des immeubles résidentiels, assassinaient des opposants et organisaient des opérations sous faux drapeau, comme à Boutcha[17].

Cela n'a pas empêché le gouvernement allemand d'assurer au gouvernement de Kiev que l'Allemagne soutiendrait cet État complètement délabré, dirigé par Zelensky, « aussi longtemps que nécessaire », militairement, financièrement et politiquement[18]. Une politique conforme à celle des administrations Obama et Biden, mais contraire aux intérêts allemands, irresponsablement ignorés, tout comme la menace existentielle qui pèse sur l'ensemble de l'Europe.

Évolutions récentes

La présidence de Donald Trump a profondément modifié la situation, tant pour l'Ukraine que pour l'Allemagne et l'Europe. Trump, qui entend manifestement éviter l'effondrement du système économique et financier américain, cherche à conclure des accords et s'est distancié de la politique ukrainienne menée par Obama et Biden. Il s'intéresse aux ressources minérales du pays afin de compenser les milliards dépensés par les États-Unis dans la guerre en Ukraine.

Mais ce n'est pas une idée nouvelle. Certains néoconservateurs et va-t-en-guerre de Washington considèrent depuis longtemps ces « investissements » en Ukraine comme une situation gagnant-gagnant. Dans une interview accordée à la chaîne américaine CBS le 10 juin 2024, le sénateur républicain Lindsey Graham a déclaré : « Ils sont assis sur 10 à 12 trillions de dollars de minéraux stratégiques en Ukraine. Je ne veux pas donner cet argent et ces richesses à Poutine pour qu'il les partage avec la Chine. » [20] Pour Graham, l'Ukraine est une mine d'or à exploiter : « Ils pourraient être le pays le plus riche de toute l'Europe [...] L'avenir de l'Ukraine est un enjeu majeur. Aidons-les à gagner une guerre que nous ne pouvons pas nous permettre de perdre. » Mais Trump souhaite aborder les choses autrement. Reste à voir dans quelle mesure la Russie — que l'Occident voulait encore récemment vaincre et réduire à l'impuissance, en la privant de sa souveraineté pour des raisons stratégiques et économiques — s'accommodera de l'administration Trump.

Entre-temps, la guerre se poursuit. Depuis 2022, les régions de l'est de l'Ukraine sont âprement disputées, ce qui a entraîné la destruction partielle de terres agricoles à cause de l'usage massif d'artillerie, de drones et de mines. La destruction du barrage de Kakhovka a également provoqué de lourds dégâts dans les zones contrôlées par la Russie le long du Dnipro et entravé sévèrement le commerce des produits agricoles.

Un pays béni par la nature a été en partie détruit et ravagé parce qu'il se trouve aux portes de la Russie, dont les ressources constituent en réalité la cible ultime des convoitises occidentales, au-delà des objectifs stratégiques. La « porte d'entrée vers la Russie » a été ruinée pour des décennies, et la reconstruction après un accord de paix coûtera des milliards, dont la plus grande partie devra être financée par les pays d'Europe occidentale.

L'écrivain et journaliste Dr jur. Wolfgang Bittner vit à Göttingen. Il est l'auteur de plus de 80 ouvrages, parmi lesquels Die Eroberung Europas durch die USA (L'Eroberation de l'Europe par les États-Unis) (2014), Die Heimat, der Krieg und der Goldene Westen (La patrie, la guerre et l'Occident doré) (roman, 2019), Deutschland – verraten und verkauft (Allemagne – trahie et vendue) (2021), et Geopolitics at a Glance: Germany-USA-EU-Russia (2025).

Sources et notes

[1] Cf. www.faz.net/aktuell/wissen/ukraine-die-kornkammer-europas-838136.html

[2] Cf. Frédéric Mousseau : Die schwarze Erde lockt, der Freitag, 8.4.2015, www.freitag.de/autoren/der-freitag/die-schwarze-erde-lockt

[3] Ibid.

[4] Voir <https://de.wikipedia.org/wiki/Ukraine#Wirtschaft> (du 9.6.2025)

[5] Voir https://de.wikipedia.org/wiki/Liste_der_größten_Getreideproduzenten (du 9.6.2025)

[6] Voir www.tagesschau.de/ausland/europa/getreide-ukraine-polen-100.html

[7] Voir Initiative pour le transport sécurisé de céréales et d'aliments en provenance des ports ukrainiens

[8] <https://www.tagesschau.de/ausland/europa/getreideabkommen-reaktionen-verlaengerung-104.html>

[9] Voir Wolfgang Bittner, « Die Eroberung Europas durch die USA », Westend, Francfort-sur-le-Main 2017, p. 48 et s., avec notes supplémentaires.

[10] Voir www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-10-2024-002526_EN.html#:~:text=According%20to%20several%20disquieting%20reports,over%20much%20of%20Ukraine%27s%20

[11] Frédéric Mousseau, *ibid.*

[12] Mousseau, *ibid.*

[13] Voir www.n-tv.de/politik/Trump-erklaert-europaeischen-Staatschefs-Putin-will-Krieg-nicht-beenden-article25786517.html

[14] Voir www.nrhz.de/flyer/beitrag.php?id=25127, et www.zeit.de/wirtschaft/2015-03/ukraine-landwirtschaft-schwarzerde-monsanto

[15] Voir RT Deutsch du 16.4.2015, www.rtdeutsch.com/17071/headline/mordserie-gegen-oppositionspolitiker-in-der-ukraine-haelt-an-und-die-westlichen-medien-schweigen/ (consulté le 24.7.2015) ; Voir aussi : Die Zeit, www.zeit.de/politik/ausland/2015-04/ukraine-morde-busina-upa

[16] Cité d'après Anti-Spiegel, 7 mars 2022 ; www.anti-spiegel.ru/2022/in-der-ukraine-herrscht-das-chaos-und-selensky-lallt-vor-der-presse/?doing_wp_cron=1667614361.9042179584503173828125

[17] Voir Wolfgang Bittner, « Geopolitik im Überblick », Verlag Hintergrund, Berlin 2025, p. 107-112.

[18] Voir www.bundespraesident.de/SharedDocs/Reden/DE/Frank-Walter-Steinmeier/Reden/2022/10/221028-Alles-staerken-was-uns-verbindet.html

[19] Cf. www.tagesschau.de/ausland/amerika/selenskyj-washington-102.html

[20] Cf. www.youtube.com/watch?v=YS1s8GN77h0 [consulté le 25 février 2025]

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Mousseau, Frédéric Pologne Russie Turquie Ukraine Royaume-Uni BlackRock L'UE SWIFT Organisation des Nations Unies (ONU)
Cargill Oaktree Capital Bunge Limited Klinkhammer, Friedhelm Bräutigam, Volker Fonds monétaire international (FMI) Banque mondiale
Analyse